2 novembre 1990 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au journal "Al Ahram" le 2 novembre 1990, sur l'université francophone d'Alexandrie et la situation au Proche et au Moyen-Orient.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous vous rendez en Egypte pour l'inauguration de l'université d'Alexandrie. Quel symbole prêtez-vous à ce nouvel instrument de la coopération culturelle franco-égyptienne et franco-africaine et quelles sont les perspectives futures d'une coopération culturelle franco-arabe au-delà des retombées que pourrait avoir l'actuelle crise du Golfe ?

- LE PRESIDENT.- L'université d'Alexandrie est une réalisation multilatérale placée sous le signe de la francophonie. Elle accueillera des auditeurs venus des universités des pays de la communauté francophone. Si vous examinez attentivement la liste des auditeurs inscrits pour cette année, vous constaterez qu'ils appartiennent à vingt-et-une nationalités différentes.

- Projet original, l'université d'Alexandrie doit être un modèle de coopération nord-sud pour la formation de cadres de haut niveau aussi bien en Egypte qu'en Afrique.

- Est-ce un hasard si cette première réalisation importante de la réalité francophone se situe face, dit-on, à l'endroit où se dressait le phare d'Alexandrie, l'une des sept merveilles du monde ?\

QUESTION.- Un élan de solidarité international s'est manifesté à l'occasion de la crise actuelle du Golfe. Des pays du Nord et du Sud se sont en effet trouvés dans le même camp. D'aucuns veulent y voir pourtant le premier conflit entre le Nord et le Sud, entre les riches et les pauvres £ et le prélude d'un nouvel ordre international basé sur la suprématie d'un Nord unifié et prospère sur un Sud divisé et déshérité.

- Certains affirment qu'il s'agit, plus précisément, d'un conflit entre l'Occident et le monde arabe.

- Pourriez-vous nous dire quelle est votre analyse de cette crise ?

- LE PRESIDENT.- Les faits, comme vous le relevez, soulignent la remarquable solidarité de la Communauté internationale face à la situation résultant de l'agression de l'Irak contre le Koweit. Comment peut-on d'ailleurs parler d'un conflit entre les riches et les pauvres alors que l'Irak avec ses ressources pétrolières considérables, son niveau technologique déjà avancé ne saurait être classé parmi les pays pauvres ?

- Quant à un conflit entre l'Occident et le monde arabe, il suffit, pour faire ressortir l'inanité de cette assertion, de constater que se trouvent en Arabie saoudite, aux côtés des forces des pays occidentaux, celles de plusieurs pays arabes, tels l'Egypte, le Maroc, la Syrie, ainsi que celles des pays du Golfe. Ce qui est en cause dans cette crise est le respect du droit, sans lequel il n'est pas d'ordre international. C'est donc l'ensemble de la communauté internationale qui est concerné £ son attitude unie et solidaire témoigne du fait que l'enjeu en est parfaitement compris.\

QUESTION.- L'agression de l'Irak contre le Koweit a été condamnée par une majorité écrasante de pays, y compris dans le monde arabe où les pays récalcitrants craignent la présence militaire étrangère beaucoup plus qu'ils ne justifient l'agression.

- Toutefois, la situation actuelle dans le Golfe pose certains problèmes qui n'ont malheureusement pas trouvé plus tôt leur solution, notamment l'occupation israélienne des territoires occupés et l'annexion de Jérusalem et du Golan. La France affirme judicieusement qu'une agression ne peut en justifier une autre, mais ne pensez-vous pas que le conflit israélo-arabe restera une source de tensions perpétuelles dans la région tant qu'il n'aura pas trouvé de solution juste et durable ?

tensions perpétuelles dans la région tant qu'il n'aura pas trouvé de solution juste et durable ? Croyez-vous que la crise du Golfe sera un facteur positif ou négatif pour la solution du conflit qui envenime la région depuis plus de quarante ans ?
- LE PRESIDENT.- Vous avez raison de souligner que les règles de droit, dont le respect est exigé à propos de l'invasion du Koweit doivent être également respectées partout dans le monde en conformité avec les résolutions des Nations unies. Je pense, disant cela, au conflit israélo-arabe et au Liban.\
QUESTION.- Une solidarité européenne s'est clairement manifestée au cours de cette crise et s'est étendue aux domaines politique et de la défense. Estimez-vous que de nouveaux équilibres, à l'échelle de la planète, vont naître sur les décombres de la confrontation idéologique Est-Ouest et quels seront à vos yeux le poids et la place de l'Europe au sein du nouvel équilibre mondial ?
- LE PRESIDENT.- L'Europe s'affirme tous les jours comme un des principaux pôles de la vie internationale. Son propre dynamisme en est la cause, mais l'évolution des relations Est-Ouest y contribue aussi. Le continent européen est en train de se retrouver et de redécouvrir ses solidarités naturelles.
- Le noyau fort de cette Europe est et demeurera la Communauté européenne dont l'identité et la volonté se renforceront encore avec l'union politique. Dans le domaine de la défense, une coopération s'est établie entre pays européens dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale pour la mise en oeuvre de l'embargo contre l'Irak. C'est un premier pas notable.
- Mais, au-delà de ce noyau, j'ai proposé que s'établisse un lien confédéral entre tous les Etats de notre continent. La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe qui associe aux pays européens les Etats-Unis et le Canada, doit aussi jouer son rôle et dans quelques jours se tiendra à Paris le Sommet des trente-quatre Etats qui la composent.
- Bref, notre continent est reconnu chaque jour davantage comme un des piliers essentiels de ce nouvel ordre international que l'on s'efforce de promouvoir. En ayant aujourd'hui surmonté les divisions, héritage de la seconde guerre mondiale, il est en mesure de tenir pleinement ce rôle. Je suis convaincu que, compte tenu de sa tradition et de son expérience, il s'agira d'un rôle bénéfique pour l'ensemble de la Communauté internationale et, particulièrement, pour les régions les plus proches de notre continent avec lesquelles existent des liens évidents de solidarité : je pense, bien entendu, au monde arabe qui est notre voisin le plus immédiat, et aux structures de coopération qui doivent être renforcées, tel le dialogue euro-arabe, ou mises en place, tel le projet visant, comme je l'ai suggéré, le 24 octobre, à New York, à traiter les problèmes de sécurité et de désarmement dans cette région.
- Une chose est claire : loin de se replier sur elle-même, l'Europe, déjà très ouverte au monde en développement, doit davantage encore manifester à l'égard de l'extérieur sa sollicitude et sa solidarité.\
QUESTION.- L'idée de la création de nouvelles structures de sécurité au Moyen-Orient a été évoquée à l'occasion de la crise actuelle et notamment à Washington. Pensez-vous que de telles structures favorisent la paix et la stabilité dans cette région du monde ?
- LE PRESIDENT.- La crise du Golfe a mis en lumière les menaces qui pouvaient peser sur la sécurité dans la région. Mais avant elle, combien de situations graves, qui ne sont pas toutes résolues : que l'on pense à la guerre entre l'Irak et l'Iran encore toute proche, à l'absence d'un règlement de paix entre Israël et les pays arabes, à la seule exception du vôtre, et à la persistance de la question palestinienne que j'ai déjà mentionnée, au Liban que doivent quitter les armées étrangères.
- Bref, il y a un besoin de sécurité et de stabilité. Il ne pourra y être répondu efficacement qu'à travers la recherche de solutions aux crises que je viens d'évoquer. C'est à partir de là que pourra ensuite être recherché un système de sécurité et de coopération qui, pour répondre efficacement aux problèmes, devra, selon moi, avoir un caractère global, c'est-à-dire aller du Golfe à l'Atlantique et associer les deux rives de la Méditerranée. Bien entendu, il devra être conçu par les intéressés eux-mêmes.\